



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Forum *The European House* - Ambrosetti

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie et des Finances**

Villa d'Este, Cernobbio (Italie)

Samedi 7 septembre 2019

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Je suis très heureux de vous retrouver ici à Cernobbio pour la troisième fois.

Je voudrais dire tout de suite le grand plaisir que j'ai à retrouver l'Italie et à retrouver Cernobbio. J'attends avec impatience de travailler avec le nouveau gouvernement italien, notamment le nouveau ministre des Finances, Roberto Gualtieri, que je connais bien. Je suis certain que nous allons faire du très bon travail ensemble.

Avant de parler d'Europe, je pense qu'il est essentiel que nous sachions dans quel temps nous sommes. Les bonnes décisions politiques sont prises quand nous savons dans quel temps nous nous trouvons. Nous sommes, cela n'a échappé à personne, dans un temps de changement radical : changement technologique avec l'intelligence artificielle, changement climatique, changement géopolitique avec la bascule des puissances vers la Chine et vers l'Asie.

Quand le G7 a été créé, il représentait 70 % de la richesse mondiale, aujourd'hui il n'en représente plus que 45 %. Ce sont des changements radicaux et rapides. Ces temps de changements radicaux sont aussi des temps de grande peur et les extrêmes prospèrent sur cette peur. Les extrêmes sont le visage politique de la peur du changement.

On le voit partout en Europe : peur du déclassement de la classe moyenne à laquelle nous n'avons pas fait suffisamment attention et qui dit "Nous supportons toute la charge fiscale et nous ne voyons pas comment nos enfants pourraient voir leurs vies s'améliorer" ; peur de la relégation de l'Europe et des nations européennes qui se disent "Le 21^e siècle sera asiatique, il ne sera même plus américain et certainement pas européen" ; peur de la disparition de son travail, avec l'intelligence artificielle. Que va-t-il advenir des emplois de service dans la grande distribution, dans la banque ? ; peur enfin des grandes migrations qui vont être provoquées par le changement climatique et par la faiblesse du développement dans certains pays en Afrique.

Je me souviens d'un entretien avec le président Sissi en Egypte qui me disait "Nous sommes aujourd'hui près de 100 millions d'Egyptiens, dans quelques années nous allons être 120 millions. Aidez-nous à nous développer parce que la seule question que vous avez à vous poser, c'est de savoir si vous voulez que les 20 millions d'Egyptiens soient en Egypte ou qu'ils partent en Europe."

Quelle réponse pouvons-nous apporter à ces temps de changements radicaux et à la grande peur qu'ils provoquent et dont se nourrissent les extrêmes partout en Europe ? Je n'ai qu'une seule réponse : le courage. Et je voudrais faire ici à Cernobbio l'éloge du courage en politique.

Je voudrais le faire devant des responsables politiques sur cette scène qui ont eu du courage. Je l'ai dit à Alexis Tsipras quand je me suis rendu à Athènes avec le président de la République Emmanuel Macron, il y a un peu plus d'un an. Je ne sais pas si Alexis s'en souvient mais j'avais dit devant des entrepreneurs "Alexis Tsipras, voilà un homme politique qui a eu du courage !". Parce qu'il faut du courage pour transformer son pays quand il est confronté à une crise financière, à une crise économique qui touche chaque citoyen dans sa vie quotidienne.

Il y a sur cette scène des premiers ministres italiens qui ont eu du courage. Jamais dans notre histoire européenne récente, le courage politique n'a été aussi nécessaire et je ne vous cache pas que c'est pour moi une fierté de servir un président de la République française, Emmanuel Macron, dont la première qualité est, précisément, le courage. Il faut avoir le courage de voir la réalité en face.



Il faut avoir le courage de voir que nous sommes face à une déstabilisation internationale liée à la confrontation entre les Etats-Unis et la Chine, confrontation commerciale qui va nous coûter 0,5 point de croissance en 2020 dans le monde. Mais c'est aussi une confrontation politique : les Etats-Unis ne veulent pas que la Chine devienne la première puissance mondiale et ils sont prêts à tout pour empêcher la Chine de devenir la première puissance économique, politique, stratégique, technologique mondiale.

Ayons la lucidité de le reconnaître, ayons la lucidité de reconnaître que les Etats-Unis ne se comportent plus en alliés vis-à-vis des Européens. Quand on impose des sanctions commerciales à ses alliés, ce n'est pas la meilleure façon de résoudre les conflits, en tout cas certainement pas la plus pacifique.

Courage de voir la réalité en face sur la déstabilisation européenne qui est à l'œuvre et dont le Brexit est l'illustration la plus éclatante.

Chacun voit bien - en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, en Italie - la montée des extrêmes, que je n'appelle pas populistes parce que je crois au peuple, et je pense que la responsabilité politique, c'est de répondre au peuple. Les extrêmes ce n'est pas le populisme ; les extrêmes, ce sont tout simplement les conséquences des peurs des concitoyens. Ce sont les conséquences des peurs des grands changements. Les extrêmes n'ont aucune solution à apporter à nos problèmes ni sur l'environnement, ni sur l'emploi, ni sur les technologies, ni sur les compétitions. En France, Marine Le Pen n'a aucune réponse à la désindustrialisation du pays. Marine Le Pen n'a aucune réponse à apporter à la création d'emplois en France. Marine Le Pen n'a aucune réponse à apporter au changement climatique. Les extrêmes sont la conséquence de nos problèmes, ils n'en sont pas la solution.

La solution, je le redis, c'est le courage, le courage de voir la réalité en face, le courage de décider. Parce que c'est très bien de voir qu'il y a des difficultés, qu'il y a des problèmes migratoires, qu'il y a du chômage, qu'il y a de la pauvreté, qu'il y a des inégalités mais la responsabilité politique, ce n'est pas d'être observateur, c'est d'être acteur et d'avoir le courage de décider.

C'est ce que nous avons fait en France. Nous avons eu le courage de transformer la fiscalité du capital en France, nous avons eu le courage de supprimer l'impôt sur la fortune. Tout le monde a dit "c'est épouvantable, le capital doit être taxé".

La réalité est que si nous voulons réindustrialiser la France, il faut alléger la fiscalité sur le capital. Parce que l'industrie est grosse consommatrice de capital et qu'un capital moins cher c'est plus d'investissements dans l'industrie et donc plus d'emplois industriels. Mais il faut du courage pour prendre cette décision.

Je peux vous garantir que quand vous allégez la fiscalité sur le capital, ça ne vous rend pas populaire. Mais quand vous revenez deux ans plus tard et que vous pouvez dire à la population française que, pour la première fois depuis dix ans, vous avez créé 28 000 emplois industriels en France, vous vous dites que le courage, ça vaut la peine d'en faire la règle cardinale de l'action politique.

Les résultats sont là en France parce que nous avons fait les réformes du capital, la réforme du travail, la réforme de la SNCF. Nous avons aujourd'hui une des croissances les plus élevées de la zone euro. Nos entreprises investissent et nous sommes devenus la nation la plus attractive de la zone euro parce que nous avons eu le courage, avec le président de la République Emmanuel Macron, de prendre des décisions qui ne sont pas populaires mais qui sont efficaces.



Ce courage, il doit être le même partout ailleurs en Europe. Et puisqu'il y a un nouveau gouvernement en Italie - je n'ai évidemment aucun conseil à donner à qui que ce soit - mais je sais une chose : le peuple italien veut lui aussi des résultats.

Quand vous regardez l'évolution de la situation économique en Italie, ce pays que j'aime profondément et pour lequel j'ai un immense respect, la réalité est que l'Italie ne s'est pas encore relevée de la crise financière de 2008. La situation de chaque Italien aujourd'hui en 2019, je le dis avec l'amitié que j'ai pour chaque Italien, est moins bonne qu'elle ne l'était en 2008. La seule façon d'éviter la montée des extrêmes en Italie est que chaque Italien aille mieux. Pour cela, il faut avoir le courage de prendre un certain nombre de décisions difficiles.

Courage de décider aussi en Europe. Pendant deux ans, nous nous sommes battus avec Emmanuel Macron, pour avoir une juste taxation des géants du numérique et pour remédier à un vide fiscal qui est incompréhensible. Vous avez aujourd'hui des grandes entreprises, les plus grandes entreprises de la planète, qui ont des niveaux de capitalisation supérieure à celle de 80% des Etats, qui utilisent les clients européens, qui utilisent les clients français par exemple, sans avoir ni usine ni installation et quasiment pas d'emplois en France. Mais ils ont 40 ou 45 millions de clients français, ils ont un chiffre d'affaires de plusieurs milliards d'euros et ils payent des impôts en centaines de milliers d'euros, pas plus. C'est injuste et chacun voit bien la nécessité absolue qu'il y a à combler ce vide fiscal. Nous ne visons aucun pays en particulier, nous voulons juste rétablir de la justice et de l'efficacité fiscale.

L'Europe a passé deux ans sur ce sujet. Il y a eu 24 Etats pour et 4 contre et, au bout du compte, après tant de discussions, tant de palabres, tant de réunions qui coûtent cher aux contribuables, nous n'avons pas été capables de décider sur la taxation numérique. C'est un échec politique cinglant pour l'Europe. Je propose que nous passions une fois pour toute à la majorité qualifiée sur les décisions fiscales en Europe. Il ne faut plus qu'une minorité de 4 Etats puisse bloquer la majorité des 24.

Courage de décider, courage de se réinventer - et je partage totalement ce qu'a dit Alexis Tsipras sur la nécessité pour l'Europe de tirer les leçons du passé. Je partage aussi son constat que l'Europe n'a pas tiré les leçons de ses échecs et qu'elle doit se réinventer. Elle doit réinventer sa politique de la concurrence. La politique de la concurrence européenne c'était très bien quand l'Europe était seule au monde. C'était parfait, dans les années 50 ou 60. La politique de la concurrence, c'était parfait quand il n'y avait pas de Chine, pas d'Asie, pas d'Amérique aussi puissante. On pouvait dire "Nous Européens, nous sommes très puissants, donc attention, protégeons le consommateur, divisons les industries, divisons les champions industriels, évitons qu'il y ait des monopoles en Europe !" Mais à l'ère de Google, d'Amazon, de Facebook et du géant chinois CRRC, c'est absurde. Le temps a changé et l'Europe n'a pas changé.

Il faut changer la politique industrielle. Il faut changer la politique de la concurrence. Il faut mettre fin à un néolibéralisme qui était adapté aux années 60 mais qui est dépassé au début du 21^{ème} siècle. Il faut des champions européens, et je regrette par exemple que la Commission européenne n'ait pas permis de faire la fusion entre Alstom et Siemens. Elle a laissé grandes ouvertes les portes du marché ferroviaire européen à CRRC et à la Chine. Je fais confiance à Ursula Von Der Leyen. Je suis persuadé qu'elle sera une grande présidente de la Commission européenne et qu'elle saura réinventer la politique industrielle, réinventer la politique de la concurrence et mieux défendre les intérêts européens.



Le courage de se réinventer, c'est aussi le courage de comprendre qu'une zone euro avec une croissance qui oscille entre 1 quand ça va mal, 1,2 quand ça va bien et 1,3 quand ça va très très bien, ce n'est pas possible.

Il faut que les Etats qui ont les capacités budgétaires nécessaires investissent, l'Allemagne la première. Je n'hésite pas à le dire avec force à mes amis allemands. Il est temps que vous utilisiez vos marges de manœuvre budgétaires pour investir, soutenir la croissance dans la zone euro et être solidaire de cet ensemble politique qu'est la zone euro.

La zone euro a besoin de plus de croissance, de plus de prospérité et de plus d'emplois. De notre côté, nous allons rétablir nos finances publiques. Nous avons commencé à le faire, nous allons mettre en place les réformes structurelles nécessaires. Que chacun fasse sa part du chemin, c'est ça la solidarité de la zone euro. L'Allemagne doit investir davantage pour soutenir la croissance de son pays et de la zone euro dans son ensemble.

Enfin, le dernier courage qui me paraît indispensable, c'est le courage de penser grand. L'Union européenne doit penser grand, l'Union européenne c'est 450 millions de consommateurs qui sont les plus riches de la planète. C'est le premier marché au monde et vous allez voir que les Britanniques vont s'apercevoir d'une chose simple : ça coûte plus cher de quitter le marché unique que de payer chaque année son chèque de cotisation à l'Europe, beaucoup plus cher. Nous sommes un marché riche.

Nous sommes un marché innovant. Nous sommes un marché de technologies matures. Nous avons tout pour réussir mais il faut que nous soyons capables de penser grand et d'avoir des perspectives de long terme.

J'en fixe trois pour terminer.

La première, l'euro doit devenir une monnaie internationale de référence équivalente au dollar.

Cela nous permettra de résister aux sanctions extraterritoriales américaines et de faire du commerce avec qui nous voulons comme un continent souverain. C'est possible, c'est à portée de main et ça ne repose que sur le courage de prendre des décisions sur l'euro comme monnaie de référence, sur le marché unique financier et sur l'ensemble des décisions financières qui nous attendent.

Deuxième perspective, l'Europe doit être le grand continent des technologies.

Nous devons investir davantage dans l'innovation. Nous l'avons fait avec Peter Altmaier sur les batteries électriques, nous devons le faire sur l'intelligence artificielle, nous devons le faire sur la santé pour être l'un des continents les plus avancés en matière technologique, parce que la souveraineté politique désormais dépend de la souveraineté technologique. Vous n'êtes pas souverain quand vous circulez dans des voitures dont les batteries sont chinoises et le système de guidage américain. La souveraineté politique est adossée à la souveraineté technologique.

Enfin, troisième grande perspective, celle de l'environnement.

Nous devons être la première économie décarbonée de la planète et nous devons pour cela proposer un nouveau capitalisme qui soit plus respectueux des ressources de la planète, qui lutte davantage contre les inégalités et qui soit plus durable.



Voilà les quelques mots je voulais vous dire. Je veux vous redire à quel point je crois plus que jamais, dans ce début du 21^{ème} siècle, au courage. Le courage est la première vertu politique. Le vrai courage aujourd'hui pour l'Europe, ce n'est pas de ressasser avec nostalgie son passé, c'est avoir la force de se rassembler pour inventer le futur.

Merci à tous.